

REPUBLIQUE
FRANÇAISE

DEPARTEMENT
DU
GARD

Nombre de membres	
Afférents au Conseil Municipal	En exercice
19	19
Présents	Qui ont pris part au vote
14	19

CD

Date de la
convocation
23 novembre 2023

Objet de la délibération

**CONTENTIEUX
DEVANT
LE TRIBUNAL
JUDICIAIRE
DE
NÎMES
---000---
AFFAIRE
VINCENT
---000---
AUTORISATION
DONNEE
AU MAIRE
D'ESTER EN JUSTICE
ET
DESIGNATION
D'UN AVOCAT**

Délibération Affichée le - 5 DEC. 2023
Transmise en Préfecture le - 5 DEC. 2023

REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 30 NOVEMBRE 2023



DELIBERATION N° 01

DU

CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-CHAPTES

L'an deux mille vingt-trois et le 30 novembre, à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur MAZAUDIER Jean-Claude, Maire.

PRESENTS : Tous les membres en exercice, sauf :

- ↪ M. CAUQUIL Xavier qui a donné procuration à M. MAZAUDIER Jean-Claude.
- ↪ M. CUILLÉ Jean-Marie qui a donné procuration à Mme HUNOT Anne-Laure.
- ↪ Mme MALLET MOUSSET Fabienne qui a donné procuration à Mme FILIPIAK Michèle.
- ↪ Mme REWUCKI Catherine qui a donné procuration à Mme CARIAT Christine.
- ↪ Mme VILLANUEVA Christelle qui a donné procuration à Mme PERROTIN Karine.

M. PERROTIN Karine a été nommée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que par avis en date du 27 octobre 2023, le tribunal judiciaire de Nîmes a invité la commune à se présenter à l'audience prévue le 15 mai 2024.

Cette audience fait suite au procès-verbal d'infraction en date du 25 juin 2020 établi à l'encontre de M. VINCENT Gérard, M. VINCENT Arnaud et Mme VINCENT Magali pour une construction sans autorisation.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- ↪ d'autoriser le Maire à est en justice dans l'instance ci-dessus rappelée.
- ↪ de désigner comme avocat Me AUDOUIN Philippe pour représenter la commune dans cette affaire.

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire le conseil municipal :

- 19 voix pour.

AUTORISE Monsieur le Maire à ester en justice auprès du tribunal judiciaire de Nîmes dans cette affaire.

DESIGNE Maître AUDOUIN Philippe, avocat au barreau de NÎMES, afin de représenter et défendre les intérêts de la commune devant la juridiction compétente.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

La secrétaire



**Le Maire
MAZAUDIER Jean-Claude**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

030-213002413-20231205-DE01-30NOV2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023
Affichage : 05/12/2023